

TRIBUNAL
ADMINISTRATIF

COMPTE RENDU

DE LA COMMISSION CHARGÉE
D'EXAMINER LES QUESTIONS
DE SANTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE
CONDITIONS DE TRAVAIL

CSSCT

DANS LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS
ET LES COURS ADMINISTRATIVES
D'APPEL

DU 3 AVRIL 2025

COUR D'APPEL



Vos représentants FORCE OUVRIERE présents à cette séance plénière étaient : Catherine Magri et Cathy Buot.

Ce compte rendu est l'occasion de vous informer des sujets inscrits à l'ordre du jour.

En début de séance, la déclaration commune liminaire rédigée par les organisations syndicales des agents de greffe (FO, CFDT et UNSA) et les organisations syndicales des magistrats (SJA et USMA) a été lue. Vous la trouverez en PJ.

M. Girardot, secrétaire général du Conseil d'Etat a répondu en indiquant qu'il ne faut pas laisser penser que tout le monde est menacé au quotidien dans la juridiction administrative, les cas sont limités. Il constate toutefois deux difficultés majeures : la 1^{ère} c'est l'augmentation des incivilités qui touchent notamment les services d'accueil et les agents de greffe au contact du public, la 2^{nde} c'est l'augmentation des attaques, souvent sur les réseaux sociaux contre certains TA ou CAA et contre des magistrats en raison des décisions prises. Le principe retenu par le Conseil d'Etat est qu'à chaque menace, il convient d'agir et de porter plainte.

1/ Examen des registres de santé et sécurité au travail :

L'examen de l'ensemble des registres des TA-CAA, pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2024, fait état de 18 observations mentionnées dans 15 juridictions portant principalement sur des questions de conflits internes dans les greffes.

FO est intervenue pour préciser que ces difficultés relationnelles reflètent malheureusement le climat général dans les greffes et nécessitent une attention particulière sur certains modes de management.



2/ Bilan des accidents de travail :

En ce qui concerne le bilan des accidents de travail, également pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2024, on dénombre 23 accidents au total dont 13 accidents de trajet et 10 accidents de service qui résultent principalement de chutes.

3/ compte rendu de la visite effectuée au TA de Montpellier le 19/09/2024 :

La commission fait un point au sujet de cette visite, à laquelle FO a participé, notamment sur les préconisations de la délégation et les mesures prises en réponse par le TA.



4/ Bilan et perspectives des interventions de la direction de l'équipement du Conseil d'Etat :

Le bilan (voir le tableau joint à la fin du compte rendu) des travaux immobiliers en cours dans les juridictions a fait l'objet d'une réunion préparatoire le 17 mars 2025.

A noter : en raison des contraintes budgétaires, des travaux prévus initialement en 2025 sont reportés. C'est le Conseil d'Etat qui fait ces arbitrages en fonction des priorités.



5/ Point d'information sur la situation au TA de Mayotte, la Réunion et la Nouvelle-Calédonie :

TA de Mayotte :

Avec le passage du cyclone Chido, la toiture a été emportée et les locaux sous le toit sont dévastés. Au RDC où sont situés tous les services de greffe et salles d'audience, les fuites ont été colmatées mais en cas de fortes pluies, cela s'infiltré. On ne sait pas encore quand le toit pourra être réparé, en attendant il est bâché. L'étude faite sur la sécurité du bâtiment montre que le RDC est en état (y compris les installations électriques) mais pas le dernier niveau.

Pour les agents de greffe et l'action sociale, tous les dossiers de secours présentés par les contractuels ont été traités et pour les 6 agents titulaires, 4 sont déjà traités et 2 sont en cours. Enfin, un soutien psychologique est assuré.

Les membres de la CSSCT apprennent en séance que les agents du TA de Mayotte ont décidé d'exercer leur droit de retrait en raison d'une agression devant le TA qui vient d'avoir lieu. Après un débat sur les conditions de travail et les mesures de sécurité et de protection des personnels, le SG nous assure qu'il va se mettre en relation avec le TA et apporter de suite tout le soutien utile.

TA de la Réunion :

En pratique, il y a peu de sujets, à l'exception de quelques infiltrations d'eau provenant de la toiture. Des dalles de faux-plafond ont été remplacées et le bailleur s'est engagé à faire des travaux sur la toiture. Il est également prévu de remplacer complètement la clim.

TA de la Nouvelle-Calédonie :

Pas de remarques particulières.



6/ Point d'information sur la sécurité des juridictions :

Il ressort des échanges que la Direction de l'Équipement reste vigilante sur le niveau d'équipement des juridictions et leur maintenance comme pour la vidéo-surveillance et elle encourage les TA-CAA à utiliser le réseau Ramsès (réseau de raccordement direct à la police).

Chacun doit également être acteur de la sécurité et respecter les consignes comme la séparation des flux public/personnel. De plus, le guide de la sûreté va

prochainement être mis à jour et diffusé à tous. Enfin, la DE poursuit son travail de sécurisation pour l'aménagement des accueils.

7/ Point d'information concernant les modalités des visites dans les juridictions ultramarines :

Le CHSCT des TA-CAA avait acté en 2006 et 2019 que les visites dans les juridictions ultramarines seraient effectuées par les représentants du personnel des préfectures du ressort.

Depuis, FO a interpellé à plusieurs reprises le Conseil d'Etat car nous considérons que les organisations syndicales des préfectures ne sont pas représentatives des agents de greffe et des magistrats. Ces visites sur site doivent être réalisées par les représentants du personnel élus dans les TA-CAA qui connaissent le périmètre des juridictions et ont l'habitude des visites dans les TA-CAA. Les personnels des TA ultramarins doivent être traités de la même façon que tous les autres personnels en fonction dans nos TA-CAA.

M. Girardot souhaite trouver un compromis et propose des réunions en visio pour que les personnels de ces TA puissent échanger avec les membres de notre CSSCT.

8/ Point d'information sur le déménagement du TA de Montreuil et de la CNDA :

Cette opération majeure est une priorité pour le Conseil d'Etat et la mise en service est toujours prévue en 2026. Pour les personnels, un restaurant administratif sur place sera créé.

M. Girardot est favorable à la visite des locaux par les membres de la CSSCT, avant la mise en service et également peu après afin de rencontrer les agents et magistrats sur le site.

9/ Bilan 2024 des cellules d'écoute :

Pour rappel : l'anonymat est toujours possible dans ces procédures RPS.

Pour la cellule RPS : Sur les 20 signalements émanant de 17 femmes et 3 hommes, 9 concernent les TA-CAA. Concernant ces 9 saisines, 3 ont fait l'objet d'un traitement approfondi dont 2 dans le même TA. Le traitement approfondi a permis de faire des auditions, un rapport de synthèse a été rédigé par les écoutants et un entretien avec le chef de juridiction au sujet des préconisations formulées.

Le Conseil d'Etat nous annonce la création dès 2025 d'un poste de psychologue du travail, son recrutement est en cours.

Pour la cellule VSS : Cette cellule externalisée a recensé 9 signalements émanant de 7 femmes et 2 hommes, 4 d'entre eux dans les TA-CAA avec pour sujet principal le harcèlement moral.



10/ Médecine de prévention :

Le docteur Brami expose deux fiches que vous pourrez retrouver sur l'intranet, à savoir :

« L'accident vasculaire cérébral chez la femme : un risque sous-estimé ».

« Cancer de prostate : symptômes, diagnostic et prévention ».

11/ Questions diverses :

Modalités d'organisation de l'activité des magistrats et des agents de greffe dans le cadre des urgences (travail le week-end, charge de travail) :

La DRH va procéder à un recensement complet, ce qui permettra d'analyser à une prochaine séance les données collectées.

Bilan de fonctionnement des chambres territoriales CNDA :

Actuellement, 5 chambres territoriales CNDA fonctionnent : 2 à Lyon, 1 à Nancy, 1 à Bordeaux et 1 à Toulouse. Chaque chambre regroupe une quinzaine de personnes accueillies dans les locaux des juridictions (sauf pour Nancy). Les amplitudes horaires des audiences sont de 9h à 19h, il y a 15 à 25 audiences par mois et la sécurité est renforcée sur ces sites. Dès septembre 2025, 2 nouvelles chambres verront le jour : 1 à Nantes et 1 à Marseille.

12/ Calendrier :

Prochaine réunion plénière CSSCT : le 18/06/2025.

Prochaines visites de la délégation CSSCT dans les TA-CAA :

Le 03/06 à la CAA de Bordeaux,
le 23/09 au TA de Grenoble,
le 02/12 au TA de Strasbourg.



*Le seul syndicat dynamique
partout en France !!*

Utiliser les registres de santé et de sécurité au travail qui doivent être mis à votre disposition dans un lieu facilement accessible pour y faire figurer vos observations et suggestions.

N'hésitez à contacter vos représentants titulaires et suppléants en CSSCT qui sont à votre entière disposition.

Titulaires :

**Mme Catherine MAGRI (TA de Melun)
Mme Cathy BUOT (CAA de Paris)**

Suppléants :

**Mme Evelyne CARTIER (TA de Besançon)
M. Francis KINACH (CAA de Toulouse)**





Déclaration liminaire de l'ensemble des organisations syndicales

A la CSSCT du 3 avril 2025

Monsieur le Président, mesdames les secrétaires générales,
mesdames et messieurs représentant l'administration,

Ces derniers mois, nous avons assisté à une multiplication des attaques de toute nature contre la justice administrative, ses juridictions et l'aggravation des menaces proférées à l'encontre d'agents de greffe et de magistrats. Outre la remise en cause de son rôle et de son indépendance, celles-ci ont pour effet direct de remettre en cause la protection de la santé physique et mentale et la sécurité des personnels dans leur travail.

Après la déclaration publique du CSTACAA du 11 février 2025, ces attaques appellent une réponse de fond pour permettre à toutes celles et ceux qui participent au service public de la justice administrative de travailler dans des conditions sereines.

Elles rappellent d'abord la nécessité de mettre en œuvre les réformes nécessaires à la garantie de l'indépendance de la justice administrative.

Elles impliquent aussi des évolutions sur la communication qui accompagne nos décisions et la modification de l'article L. 10 du code de justice administrative afin que les données d'identité des magistrats et des membres du greffe soient occultées préalablement à la publication et à la mise à disposition des décisions de justice à destination du public. Ces attaques doivent également conduire à réfléchir sur la maîtrise et l'harmonisation des communications externe et interne.

Elles obligent surtout à accélérer et renforcer la sécurisation des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. Les membres de la CSSCT rappellent leur demande d'amélioration de la sécurité, en particulier, des accueils et des audiences.

L'ensemble des organisations syndicales rappellent les obligations légales qui prévoient que « *l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs* » et demandent au gestionnaire de la justice administrative de continuer à apporter les mesures indispensables pour assurer le respect de ses obligations.

Nous demandons unanimement qu'un point soit fait à chaque CSSCT sur la sécurité des juridictions et des personnels. Cela recouvre non seulement une information sur les travaux de sécurisation immobilière ou matérielle programmés et exécutés, mais également une information du nombre de plaintes pénales individuelles et institutionnelles déposées, du nombre de demandes et de décisions de protection fonctionnelle accordées, et le cas échéant, le nombre de protections rapprochées. Enfin, il importe, au-delà d'un accompagnement des juridictions visées par de telles attaques, d'engager une réflexion collective sur leurs impacts dans l'exercice des fonctions de chacun. Compte tenu de la multiplication des menaces via les réseaux sociaux, nous souhaitons connaître les modalités de veille opérées sur les réseaux sociaux et les moyens de protection prévus en cas de divulgation des éléments d'identités et de menaces.

Nous demandons également qu'une attention particulière du gestionnaire soit portée sur les mesures et les actions de prévention et de protection mises en œuvre au niveau des juridictions pour qu'il soit vérifié que la prévention des risques d'attaques est bien prise en compte au niveau local.

Juridictions	SUIVI OPERATIONNEL	Etape en cours	MAJ Date cible fin des travaux
CAA BORDEAUX	Remplacement interphone et prévoir remplacement serveur vidéoprotection - Selon les disponibilités budgétaires	Chiffrage	2025
CAA DOUAI	Suivi des fissures façade arrière : jauges posées en septembre 2022, les fissures sont stables. Travaux de reprises à programmer ultérieurement	Suivi	
CAA MARSEILLE	Repeinture de la "salle de bal" - Travaux juridiction	Commande	2025
CAA MARSEILLE	Remplacement des fenêtres : appel d'offres infructueux en 2024. A ajuster sur périmètre prioritaires	Ajustement de périmètre	à recalculer
CAA MARSEILLE	Installation chambre territoriale CNDA	Etudes préalables	sept-25
CAA NANCY	Mise en accessibilité et séparation des flux, création d'un nouvel accueil, d'une 2ème salle audience	PRO-DCE	T1/T2 2026
CAA NANTES	Réhabilitation des couvertures et des façades du bâtiment principal et bâtiment en fond de cour, réfection étanchéité de la toiture terrasse du bâtiment Bonne Louise. Déclaration préalable accordée. Calendrier à recalculer compte tenu des contraintes budgétaires.		à recalculer
CAA PARIS	Installation d'un contrôle d'accès par badge au lieu d'un système à code : Travaux prévus en 2025	DCE	à recalculer
CAA PARIS	Aménagement salle de convivialité - Travaux juridiction - Selon dispo budgétaires	Etudes MOE	2025
CAA VERSAILLES	Relogement avec projet rectorat de Versailles - Projet choisi par le jury le 13/12/2024	Notification	2027
PJA LYON	Changement des menuiseries extérieures. Etudes maîtrise d'oeuvre finalisées. Calendrier à recalculer compte tenu des contraintes budgétaires.		à recalculer
CNDA + TA MONTREUIL	Relogement : Travaux en cours	Travaux	S2 2026
TA BORDEAUX	Rafraichissement - Installation complément de climatisation - Etudes MOE	Etudes MOE	2026
TA CERGY-PONTOISE	Réhabilitation énergétique : études MOE Calendrier à recalculer compte tenu des contraintes budgétaires.		à recalculer
TA CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE	3 sanitaires personnels + douches (CSSCT 2023) du R+2 - Etudes MOE Calendrier à recalculer compte tenu des contraintes budgétaires.		à recalculer
TA CLERMONT-FERRAND	Etanchéité toiture : appel d'offres travaux infructueux en 2024 Calendrier à recalculer compte tenu des contraintes budgétaires.		à recalculer
TA CLERMONT-FERRAND	Création d'une ventilation en sous-sol pour réduire l'exposition au radon	Recherche d'entreprises en cours	2025
TA DIJON	Modernisation de l'ascenseur	Travaux	mars-25
TA DIJON	Extension de la juridiction : Pc déposé en nov 2024 - Avis favorable ABF - Notification des marchés de travaux prévue en juin 2025	Consultation entreprises	2026
TA LIMOGES	Infiltration d'eau sur la verrière dans la salle d'audience. Mesures conservatoires prises (bache provisoire), assurance décennale saisie.	Contentieux	
TA MARSEILLE	Traitement des malfaçons : assurance dommage ouvrage saisie, travaux en cours.	Contentieux	
TA MELUN	Amélioration d'accès entrée et sortie du public - Faisabilité en cours avec la juridiction	Faisabilité	à recalculer

Juridictions	SUIVI OPERATIONNEL	Etape en cours	MAJ Date cible fin des travaux
TA NANCY	Réaménagement accueil et salle de restauration : Avis défavorable de l'architecte des bâtiment de France (immeuble classé). Voir comment lever cet avis	Etudes	
TA NANTES	Sécurisation des ouvrants : permis de construire en cours d'instruction, appel d'offres travaux à finaliser	Consultation entreprises	2025
TA NIMES	Deconstruction aile Scatisse - Reconstruction d'un nouveau bâtiment	Etudes PRO	déc-26
TA ORLEANS	Suivi de l'évolution des fissures : pas de bougé significatif - Travaux non urgents	Suivi 12 mois	2025
TA PARIS	Création d'une grille côté jardin : étude de faisabilité en cours.	Etudes	à recalculer
TA PAU	Radon : zones avec un taux 317 Bq/m3 - Renforcement aération/ventilation avec installation VMC réalisé. Prochain mesurage de contrôle courant 2025.	Suivi	2025
TA POITIERS	Traitement du confort thermique d'été - faisabilité selon dispo budgétaires	Etudes	à recalculer
TA RENNES	Murs extérieurs - Remontée d'humidité	Expertise	2025
TA RENNES	Mur de clôture mitoyen - A renforcer - Bornage attendu	Analyse	2025
TA RENNES	Contentieux verrière : expert judiciaire nommé par le TA Paris. Mise en eau prévue 12/05/2025	Contentieux	
TA RENNES	Radon : poursuite de mesures après travaux - Campagne de mesures en cours	Commande campagne mesures	avr-25
TA STRASBOURG	Relogement : études en cours pour répondre aux exigences de l'Etat en terme de transition environnementale Calendrier à recalculer compte tenu des contraintes budgétaires.	Montage de l'opération	à recalculer
TA TOULOUSE	Banque accueil : fin oct 2024 Sécurisation : avril 2025 (bouton anti agression, report d'écran)	Travaux	avr-25
TA TOULOUSE	Signalétique - Sécurité - Accessibilité Travaux ensuite à mener. BAT et équipements mal entendants et mal voyants.	Travaux	avr-25
TA GUADELOUPE	Changement du groupe froid	Marché notifié	mars/avril 2025
TA GUYANE	Relogement : études d'avant-projet définitif en cours Livraison prévue fin 2027	Etudes	fin 2027
TA MAYOTTE	Relogement : affectation du terrain (anciens locaux ARS - Proche commissariat) au CE en cours.	Faisabilité	à recalculer